



Vigilance Soudan

Bulletin créé en 1992

www.vigilsd.org

N°142 - Mai / Juin 2007

CHAOS GENERALISE AU DARFOUR

Mise en œuvre de la paix au Sud ? Kouchner !

La paix au Darfour représenterait deux menaces pour le gouvernement soudanais, selon *International Crisis Group*. Lors des élections libres prévues en 2009, la création d'un parti politique darfourien menacerait soit seul, soit de concert avec le Mouvement de Libération du Peuple soudanais (MLPS), l'Umma, et autres, le Congrès National, le parti islamiste. D'autre part, la stabilité faciliterait l'enquête de la Cour Pénale Internationale contre ses dirigeants.

Pour contrer ce danger, Khartoum applique quatre politiques : il s'oppose à la rébellion en appliquant la tactique « diviser pour régner » ; il arme de manière sélective groupes tribaux et milices ; il conduit des négociations unilatérales avec des commandants particulièrement au Gebel Marra, ce dont s'est vanté Nafie Ali Nafie, conseiller du Président ; il poursuit l'option militaire. Tout ceci contribue directement au chaos généralisé. Le patron de la Sécurité et des Renseignements, Abdallah Gosh y a mis la main.

Toutefois, après avoir empêché par des bombardements les rencontres des factions de l'Armée de Libération du Soudan (ALS) pour unifier leurs projets de paix, Khartoum se dit disposé à remanier l'accord d'Abuja mais se prétend désolé que les rebelles ne se soient pas mis d'accord pour pouvoir négocier avec lui ! En même temps, foin d'une force hybride Nations-Unies/ Union Africaine, dit-il parfois, puisque nous allons faire la paix. Cette force hybride prévoit trois phases. Khartoum, tantôt accepte la seconde, tantôt réserve sa réponse.

En attendant était intervenu le MLPS. Il organisa un comité dirigé par Clément Janda afin de réunir les rebelles darfouris à Juba mi-juin pour leur faire adopter une position commune. Ce comité a désormais l'approbation des NU et de l'Union Africaine. Il rencontre au Darfour les personnes déplacées, une excellente idée. Il rencontre aussi les chefs tribaux. S'agit-il malheureusement de ceux imposés par Khartoum ? Rencontre-t-il les tribus arabes et les janjawid ? Personne ne sera probablement capable de les désarmer après la paix si leurs leaders n'y trouvent pas un avantage. Une piste existe peut-être avec la découverte toute récente au Nord-Darfour d'un ancien lac datant d'une ère géologique non précisée, de quelque 30 000 kilomètres carrés et 2530 kilomètres cubes d'eau ; ses eaux auraient filtré les grès. Une grande possibilité de développement pour les tribus arabes dont sont issus les janjawid qui les éloignerait de leurs voisins africains. Mais ce comité pense-t-il à un accord de paix inclusif sans l'autorisation de Khartoum ?

Toutefois l'Erythrée a coupé l'herbe sous le pied au Sud-Soudan en organisant auparavant une réunion de certains

rebelles darfouris avec la Libye, le Tchad et le Sud-Soudan. Cette multiplication des initiatives en ordre dispersé semble défavorable à la paix et faire le jeu de Khartoum. L'Erythrée ne songeait qu'à favoriser la création du mouvement rebelle du Front de Rédemption Nationale (NRF) et la Libye qu'à sanctionner les rebelles. Cette fois-ci l'Erythrée aurait réuni des commandants de l'ALS, incompetents en négociations.

Sous les auspices du roi saoudien Abdullah, le Soudan et le Tchad ont signé un accord de réconciliation. Le Président tchadien Déby a annoncé qu'il expulsait les rebelles soudanais. On ne sait rien des intentions du Soudan concernant les rebelles tchadiens. En fait Déby ne renvoie pas Khalil Ibrahim, mais lui dit de se tenir tranquille à Abéché.

Un grand changement heureux serait en route au Sud. Comme prévu par la paix de janvier 2005, Khartoum lui a promis de mettre en œuvre les frontières de la région d'Abeyi, la démarcation de la frontière Nord Sud et en juillet, le retrait de l'armée soudanaise des contrées nord du Sud-Soudan. En fait, ces régions pétrolières seraient presque épuisées et ne conserveraient que quelque trois ans de réserves. Par contre, et c'est sans aucun doute la raison de la mise en œuvre de la paix au Sud, Salva Kiir se propose de redonner sa concession à Total, dont le pétrole serait partagé à égalité entre le gouvernement soudanais et celui du Sud, et de la retirer de *White Nile* qui ne doit en donner qu'au Sud. Salva a en effet gelé le travail de *White Nile* et demandé l'étude de son contrat, qui est à l'évidence illégal, mais dont le patron, un ancien joueur de cricket, marchande.

Selon le Président Sarkozy, Kouchner doit faire de la paix au Darfour sa priorité. Il propose des couloirs humanitaires sécurisés depuis le Tchad vers le Darfour. Le MSF y est opposé : « Si les convois humanitaires sont sécurisés par une force armée étrangère, ils risquent d'être assimilés à une partie au conflit et devenir une cible. » Les fonctionnaires du Quai sont suffoqués. Ils proposent la tenue fin juin à Paris d'une réunion ministérielle avec des pays africains et arabes, des membres du G8 et la Chine, qui n'y serait pas opposée. « Une sorte d'Abuja + », disent-ils. Y aurait-il des rebelles ? Quelle armée organiserait ces couloirs humanitaires ? Le Soudan n'aurait pas été contacté. D'autre part, la France souhaite sécuriser et apporter une aide humanitaire aux réfugiés installés au Tchad sous les couleurs de l'Union Européenne. Les Tchadiens n'y semblent pas opposés – ils réservent aux casques bleus leur manifestation d'hostilité majeure.

Le Soudan peint ses avions militaires aux couleurs des NU

Panel des experts des NU Résumés

Ce rapport, censé être confidentiel, s'est ébruité et a été publié par le Guardian, puis le New-York Time. Les Soudanais ont dit que les bombardiers présents avaient le droit d'être au Darfour et qu'ils ne peignaient pas leurs avions et hélicoptères en blanc. Ils se sont plaints de la fuite pour laquelle LES NU SE SONT EXCUSEES !

Le panel d'experts des NU a trois objectifs : surveiller l'application de l'embargo sur les armes à destination du Darfour (résolution 1591 de 2005) ; surveiller la mise en oeuvre de l'application de sanctions ciblées à l'égard de quatre individus (résolution 1672 de 2006) ; identifier des individus qui portent préjudice au processus de paix, commettent des violations du droit international et sont responsables de vols militaires offensifs (contraires eux aussi à une résolution du Conseil de Sécurité des NU).

Tchad/Soudan

Lors d'un sommet en Libye, il fut décidé de réactiver l'accord de Tripoli, mais les combats des rebelles respectifs reprirent, avec un soutien ouvert de l'autre pays. Le nombre de Tchadiens déplacés passa de 92 000 en décembre à 120 000 début février. Le gouvernement du Soudan continue à fournir armes, munitions et véhicules aux rebelles tchadiens, dont des membres ont été vus à Geneina.

Violation de l'embargo sur les armes au Darfour

Le **gouvernement soudanais** continue en janvier/février 2007 à envoyer des militaires, des armes lourdes et légères, des munitions et autres équipements militaires, par la voie des airs dans les trois aéroports darfouris sans en demander l'autorisation. Des hélicoptères d'attaque survolent régulièrement le Darfour. Nombreuses précisions données. Le gouvernement soudanais a déclaré qu'il ne se sentait pas obligé de demander des permissions. Devant ces violations répétées de l'embargo sur les armes, le panel recommande d'étendre l'embargo à tout le Soudan, la vérification des armes et munitions, des certificats d'utilisation finale et des restrictions sur les items à utilisation multiple.

Les rebelles

La diaspora soudanaise fournit un soutien financier aux rebelles. Les frontières ouest du Darfour ne sont pas totalement surveillées par les douanes. Ces dernières ont quand même saisi en 2006, 4249 pistolets, 533 Kalashnikov, 161 851 cartouches.

Le vol de véhicules croît. Il sert à financer les activités des bandits et de groupes rebelles. Ils sont repeints avant d'être exportés. Le crime organisé est devenu un revenu pour beaucoup au Darfour et dans les Etats voisins. Certains lèvent des taxes sur les commerçants opérant entre Soudan et Libye. C'est du racket.

La Résolution 1672 du Conseil de Sécurité a désigné **quatre individus pour des sanctions ciblées**. Elles ne sont appliquées ni au Soudan, ni dans les pays voisins, malgré les efforts du panel.

Obstacles au travail des NU et de l'UA.

Une histoire extravagante

Le harcèlement et les attaques contre le personnel AMIS continuent. Ils proviennent du gouvernement soudanais, du NRF, de certaines factions ALS et des milices. Ainsi, le 19 août 2006, un convoi de tankers appartenant à une société privée se rendait à El Fasher accompagné d'une escorte de transporteurs de troupes blindés. Ils furent attaqués par des hommes armés transportés par quarante-six pick-up montés de mitrailleuses et de mortiers. Deux soldats de l'escorte furent tués ainsi que

quelques attaquants. Dix-huit tankers furent volés. Les attaquants étaient mieux entraînés et équipés que les soldats de l'UA auxquels manque un soutien aérien. Les attaquants parlaient français et arabe avec l'accent tchadien et leurs véhicules portaient les marques MJE et NRF. Les chauffeurs continuèrent à conduire les tankers enlevés, car cela demande une technologie assez avancée. Un des conducteurs fut tué par les assaillants. Plus tard, un colonel de l'armée tchadienne prit le commandement du convoi. Les trente-cinq chauffeurs et aide-chauffeurs furent conduits au Tchad et réunis avec des prisonniers de guerre de l'armée soudanaise. Deux s'échappèrent, d'où ces détails. Les voleurs téléphonèrent à la société propriétaire de tankers pour en demander une rançon de 175 000 \$ par véhicule. Ils cherchaient des acheteurs au Tchad. La société a porté plainte contre AMIS pour protection inefficace, demandant une indemnité de 3,6 millions de dollars. *(On se demande à qui était destiné le pétrole, si par conséquent la protection du convoi par AMIS était légale et si, en cas de succès de la plainte de la société, il appartiendra à l'Union Européenne de régler les dégâts VS).*

Désarmement des milices

Le DPA (accord de paix de mai 2006) prévoit que le gouvernement soudanais devait soumettre un **plan d'application** dans les 37 jours de sa signature. Ce plan est **toujours discuté** par des parties et des agences. Ces milices continuent leurs attaques, souvent en coopération avec les forces gouvernementales soudanaises.

L'utilisation d'avions peints en blanc par le gouvernement soudanais

Le gouvernement du Soudan, contrairement à ses déclarations, continue à peindre en blanc ses avions et hélicoptères militaires, pour les confondre avec ceux des NU et de l'UA. Certains portent le sigle UN peint, semblent transporter des bombes, d'autres ont un numéro de l'aviation civile et un numéro des forces armées soudanaises.

Violation de la loi humanitaire au Darfour

Le gouvernement soudanais procède à des bombardements aériens de lieux civils, à des attaques, viols et violences sexuelles dirigées intentionnellement contre des civils, à du harcèlement et des dénis de passage de matériel humanitaire.

Ainsi l'attaque par des janjawid de 47 villages dans la région de Buram, au Sud Darfour, de 24 villages dans la région d'Abu Sikin au Nord Darfour et dans celle du Jebel Moon, de plusieurs villages et d'un camp de déplacés. Les janjawid et l'armée soudanaise ont attaqué ensemble le village de Sirba. Les bombardements aériens de villages continuent dans tout le Darfour en violation de la Résolution 1591.

FOUR

Tragédie aux multiples acteurs

Rebelles signataires

Armée de Libération du Soudan / Minni Minawi (ALS/MN) Après la signature de la paix, Minni qui avait pleuré en signant sous la menace, engagea ses hommes dans des luttes contre les non-signataires. Leurs exactions furent telles que les Darfouris les appelèrent les nouveaux janjawid. Minni perdit son peu de support populaire. Ses relations avec Khartoum se détériorèrent quand il demanda le désarmement des janjawid et la venue des troupes des NU.

Déclaration d'engagement, signée par des commandants rebelles peu après la paix d'Abuja. Ibrahim Madibo, Abdel Rahman Musa, Abdel Rahim Adam Abu Risha, Adam Sala Abaker, à Addis. Abul Gasim Imam, un commandant d'AWN et Abdel Shafie (différent d'Ahmed Abd el Shafie) en novembre 2006 à Tripoli. Abul Gasim en serait revenu avec beaucoup d'argent et 80 landcruisers. Il aurait recruté de force des combattants Fur dans les camps de personnes déplacées pour attaquer des villages et des positions ALS/AS. Ses troupes

auraient été impliquées dans de nombreux viols et meurtres de civils et auraient causé le déplacement de quelque 60 000 personnes.

Abul Gasim, ayant prouvé sa fidélité à Khartoum, a été nommé gouverneur de l'Ouest Darfour. Ibrahim Madibo est le chef de la Commission de Réhabilitation et de Réinstallation du Darfour, Abdel Rahan Musa est secrétaire d'Etat, Adam Abu Risha, gouverneur adjoint et ministre de l'Education du Sud Darfour. L'ICG voit dans le soutien gouvernemental à ce groupe, au détriment des candidats présentés par Minni, une autre manifestation de la règle de Khartoum, « diviser pour régner. »

Signèrent aussi la déclaration d'engagement deux petits mouvements : **-le Mouvement National pour la Réforme et le Développement (NMRD)** : Dirigeants, Gibril AbdelKarim Bari, un tchadien Zaghawa, serait sur la liste NU des criminels de guerre. Khalil Abdallah. Dissident du MJE en 2004 a signé des accords avec Khartoum en juin 2004/2005 ; - l' **ALS Free Will**.

Rebelles non signataires

Armée de Libération du Soudan (ALS/AWN) : Son dirigeant, le Four Abd el Wahed el Nour, chef historique de la rébellion, est le seul à avoir de l'influence sur toutes les tribus. (*Démocratique et laïc ; lire ses buts dans « recherche de la paix »*). Il n'est presque jamais au Darfour. **ALS/G19** s'est séparé de AWN pendant les négociations d'Abuja car ses membres pensaient qu'il allait signer l'accord et s'est rallié depuis. Donc le groupe G19 n'existe plus. Il était dirigé par : Khamis Abdallah, un Masalit : Adam Bakhit, un Zaghawa : Jar el Neby. Khamis fut le premier dirigeant de ce groupe qui a plusieurs commandants : au Tchad, Khamis, au Darfour, Jar el Neby avec Soliman Marajan et d'un autre côté, Osman Bushra.

ALS/AS Elle est dirigée par Ahmed Abd el Shafi, un Four., cousin d'Abd el Wahid qui lui a mis le pied à l'étrier. Cette faction dissidente de l'ALS/AWN est une fabrication de l'Erythrée qui voulait se venger d'Abdel Wahid parce qu'il refusait de rejoindre les NRF (voir plus bas). Des commandants ALS/AWN nommèrent en juillet 2006 Abd el Shafi président intérimaire pour remplacer AWN, ce qui ne dura pas.

ALS/NSF : Formé de ALS/AWN, ALS/AS.

ALS/MM transfuges Minni : Ces groupes qui ont abandonné Minni Minawi en rejetant l'accord de paix, comprennent Salah « Bob » (qui aurait rejoint le NRF ?) et Majzoub Hussein.

Mouvement pour la Justice et l'Egalité (MJE) : Fondé en juillet 2003. Son dirigeant Khalil Ibrahim, un Zaghawa, tire sa force de ses liens avec le Tchad car il appartient au même clan zaghawa que le président Déby et son entourage. Ses hommes sont souvent tchadiens. (*Lire ses buts dans « recherche de la paix »*).

Forces du Front Révolutionnaire Démocratique/ Armée des Forces Populaires (RDF/PFA) : Dirigeants : Salah Ahmed Abdelrahman Musa (Abu Surrah), Yassin Youssuf. Mouvement rebelle « arabe », peu actif.

Alliance Démocratique Fédérale du Soudan (SFDA) Ce mouvement non militaire est dirigé par Ahmed Diraije, un Four âgé et Sharif Harir. un Zaghawa, parent de Minni, Sharif aurait abandonné le SFDA pour l'ALS ou selon d'autres sources le NRF.

Front de Rédemption Nationale (NRF) : Dirigeants, Khalil Ibrahim Zaghawa du MJE, Sharif Harir, Ahmed Diraige, Four, Khamis Abaker, Masalit. Alliance formée en Erythrée en juin 2006. Cette alliance militaire, efficace au début, n'a pas de cohésion politique.

Ce tableau a été mis au point à partir de multiples sources. Quelques erreurs ont pu s'y glisser.

Certains de ces commandants fluctuent entre plusieurs mouvements. On dit que la prochaine négociation des accords de paix inclura tous les rebelles. Cela pousse chacun à créer son propre mouvement. Khartoum, fidèle à sa politique « diviser pour régner » aurait sa responsabilité dans les divisions rebelles. Les premiers adhérents de l'ALS en 2003 furent les comités de défense des villageois qui étaient indépendants les uns des autres et ont conservé une autonomie certaine.

L'Erythrée réunit des ALS qui n'ont aucune compétence diplomatique et ignoraient leurs demandes réciproques à Khartoum. Abdel Shafi voulait être leur président temporaire et a refusé d'être vice-président. Le président est un homme de 28 ans, Youssif Abdallah, assisté d'un ancien chef militaire Nouba compétent. Le responsable des affaires étrangères est Sharif Harir.

Cour Pénale Internationale

Le Soudan a le devoir de remettre à la CPI les deux inculpés mais se refuse à le faire.

Pour contrer la CPI, Khartoum avait instauré une Cour Criminelle spéciale pour le Darfour (SCCED). Selon l'agence officielle soudanaise SUNA, cette Cour a condamné deux soldats à être pendus pour avoir, l'un kidnappé et pris en otages des citoyens, l'autre brûlé des villages et tué un groupe de citoyens. Le vague des accusations laisse mal à l'aise. Aucun nom de personne, ni de lieu n'est cité, et l'on est surpris que deux simples

soldats aient pu commettre seuls autant de crimes. Ils auraient déjà subi leur peine. Selon *Amnesty International*, le seul jugement rendu par cette Cour à propos d'attaques contre des civils, concerne trois hommes dont deux garde-frontières, condamnés à trois ans de prison en mai pour des vols de biens commis dans le village de Tama en octobre 2005. Personne n'a été poursuivi pour le meurtre des 28 civils pendant l'attaque.

La CPI a signé un accord avec Interpol.

Exactions

Selon les NU, il y a eu 110000 déplacés de plus pendant le premier trimestre 2007. Le total atteint 2 100 000.

Une femme : *Les janjawid attaquent les environs du camp, tuent les hommes, violent les femmes et volent les biens. Ils utilisent des chameaux et portent des uniformes kaki. Peu avant mon départ des camps de Habila, on m'a dit à moi et à d'autres; « Femmes, si vous quittez le camp nous allons vous tuer. » Les janjawid sont à l'entrée du camp et l'armée à l'intérieur...Il faut s'enfuir la nuit. Si on part le jour les janjawid peuvent nous retrouver.*

Une autre femme: *Nous allons ramasser de l'herbe pour la vendre. Les janjawid montent la garde, ils en envoient deux qui s'approchent de nous. Nous partons en courant, certaines sont rattrapées et violées. Une vingtaine d'hommes violent la même femme. La dernière fois des femmes ont été capturées. Je ne sais pas ce qui leur est arrivé. Les hommes, ils leur mettent une selle sur le dos, comme des ânes. Ils l'attachent solidement sous le ventre. C'est arrivé à mon frère. Ils lui ont mis quelque chose dans le derrière pour que cela ressemble à une queue. Ils lui ont tiré sur les testicules pour que tout le monde les voie. Nous l'avons retrouvé et emmené à l'hôpital. Une troisième femme se plaint à la police après avoir été passée à tabac par des janjawid. Elle leur désigne les responsables. La police les arrête, mais elle les revoit dans la rue. Les policiers: « Ils sont plus puissants que nous, nous ne pouvons rien faire. » (Témoignages recueillis par Amnesty International).*

Humanitaire

Les ONG internationales auraient payé en 2006 quelque 1 million de dollars pour leurs seuls visas. Plus de 400 travailleurs humanitaires ont été évacués du Soudan en décembre 2006, à cause de l'insécurité (ICG 30 04). De juin 2006 à janvier 2007, douze travailleurs humanitaires ont été tués, plus qu'au cours des deux années précédentes (Amnesty International).

Politique gouvernementale

Dans l'application du DPA, le parti du Congrès National n'a mis en oeuvre que ce qui sert ses intérêts. Pas de début de désarmement des janjawid, même leur cantonnement en des zones prévues le 20 juillet 2006, n'a pas été tenu ; bien au contraire, de nouveaux janjawid furent engagés, dit-on du Mali et du Niger. Les signataires n'eurent que des postes purement honorifiques. Depuis février 2007, 10% des postes furent accordés souvent à ceux qui ont signé plus tard la déclaration d'engagement, à la fureur de l'ALS/MM, - ce qui laisse peu de place aux non-signataires qui signeraient (International Crisis Group).

Recherche de la paix

Seules les positions des deux chefs rebelles historiques sont connues. Abd el Wahid el Nour n'est pas enthousiaste pour renégocier. Pour lui, le gouvernement soudanais ne respectera pas plus un nouvel accord que les quatre précédents. Abd el Wahid se déciderait-il à traiter, il demanderait avant toute renégociation un cessez-le-feu, l'arrêt des bombardements et la présence des casques bleus comme garantie. Ses exigences principales, auxquelles le premier accord (DPA mai 2006) ne pourvoit pas suffisamment, sont le désarmement des janjawid (par les rebelles et les NU ?), le retour des déplacés dans leurs villages et dans leurs droits à la terre, une indemnisation sérieuse. Il serait favorable à l'inclusion, dans ces négociations, des tribus, y compris arabes, des représentants des déplacés et autres. Khalil

Ibrahim (Mouvement pour la Justice et l'Égalité : MJE) a une position voisine. Il demande la création d'une infrastructure socio-économique dans les villages, un mandat clair et un soutien logistique pour les forces de l'Union Africaine.

Tant que les médiateurs seront Eliasson, l'homme des NU, et Salem Ahmed Salem, l'homme de l'Union Africaine (UA), on n'arrivera à rien. Salem est très intelligent, connaît très bien le dossier. Il est aussi très corrompu par Khartoum, dont il suit aveuglément, que dis-je ?, précède les désirs. Eliasson, qui connaît moins bien le dossier, suit à son tour Salem aveuglément. Ce qu'il faut, c'est un médiateur nommé à la fois par les NU et l'UA.

Les armes alimentent de graves violations des droits de l'homme

Amnesty International, 8 mai 2007

Extraits résumés

(Nous avons souvent signalé ces ventes d'armes de la Russie et de la Chine VS)

La Résolution du Conseil de Sécurité 1556 de juillet 2004 établit un embargo sur les armes à destination des groupes non-gouvernementaux (janjawid, rebelles). La Résolution 1591 de 2005 étend cet embargo au gouvernement soudanais. Deux membres permanents du Conseil de Sécurité, la Chine et la Russie, continuent des transferts d'armes irresponsables vers le Soudan qui les utilise au Darfour.

Les statistiques officielles du Soudan de 2005, les dernières disponibles, indiquent que cet Etat a importé de Chine, 24 millions de dollars d'armes et de munitions, 57 millions de pièces de rechange et d'équipement aéronautique, 2 millions de pièces de rechanges d'hélicoptères et d'avions. Selon un magazine militaire, la société chinoise AviChina a livré du matériel d'entraînement au Soudan et selon leur site internet, BASC, une filiale de China Aviation Industry Corporation, des simulateurs de vol. (Selon le *Nouvel Observateur*, la firme franco-allemande AEDS détient 5% des parts d'AviChina et un accord de coopération stratégique. Peut-elle ignorer la destination finale de ces ventes?).

La Russie a livré au Soudan en 2005, selon les mêmes statistiques, pour 21 millions de dollars d'avions et d'équipement associé, et pour 13,7 millions d'hélicoptères, à ajouter aux nombreuses livraisons des années précédentes. La Biélorussie et le Soudan ont signé un accord de coopération militaire en juin 2006. En mai 2004, le gouvernement biélorusse a déclaré avoir exporté au Soudan neuf véhicules militaires BMP, 2,39 véhicules BRDM 2, 32 armes de 122 mm y compris des obusiers, tous d'origine russe.

L'Iran a exporté en 2005 pour 650 000 \$ d'armes et de munitions, et le Soudan a importé des avions de divers autres pays dont l'Ukraine. Un petit commerçant d'armes koweïti a une agence à Khartoum. L'Égypte et les Emirats Arabes Unis ont aussi vendu quelques armes. On ne sait si les importations d'avions d'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis concernent des avions militaires.

La production, par le Soudan, d'armes d'infanterie légère, de munitions, de véhicules militaires et d'une version du char T55 vue au Darfour, dépend de matériaux et d'expertise importés.

L'origine des armements rebelles est plus difficile à identifier. L'Erythrée, la Libye, le Tchad, leur fournissent des armes. Les autorités soudanaises ont fait en sorte que des armes chinoises soient livrées aux rebelles tchadiens.

Nous autorisons la reproduction des articles de ce bulletin à condition d'en citer la source et de ne pas en modifier le contenu.

BULLETIN EDITE PAR LE COMITE DE VIGILANCE POUR LES DROITS DE L'HOMME ET LES LIBERTES AU SOUDAN

31, RUE FRIANT - 75014 PARIS - TEL : 01 45 40 75 76 - FAX : 01 45 43 52 78. - E-mail : vigilsd@wanadoo.fr

Dépôt légal : Juin 2007 - ISSN 1286-6121 - Directrice de la Publication : Simone DUMOULIN

Une Commission pour les eaux du Nil

L'Égypte dépend entièrement pour sa survie des eaux du Nil, base de toute sa politique, et les eaux du Lac Victoria, source du Nil Blanc, baissent. La population augmente dans le bassin du Nil. Le traité sur les eaux du Nil datent de 1929, temps où la Grande-Bretagne était puissance coloniale; aménagé en 1958, Il accorde 89% de ses eaux à l'Égypte et au Soudan. Bien que plus de 50% des eaux viennent du Nil Bleu et d'Éthiopie, ce pays, pourtant indépendant, n'avait pas négocié l'accord. La Banque Mondiale ne finance pas de projets qui pourraient être au détriment des Etats en aval.

« L'Initiative » du Bassin du Nil, qui comprend les neuf Etats riverains, va se transformer en Commission.

Selon l'Égypte il y a actuellement beaucoup de pertes et un mauvais captage d'eau. L'Ouganda propose qu'au lieu de faire pousser ses oranges chez elle, en utilisant beaucoup d'eau pour l'irrigation, l'Égypte les fasse pousser en Ouganda où ils seraient arrosés par l'eau de pluie. L'Éthiopie propose de remplacer le Haut-Barrage d'Égypte, où d'énormes quantités d'eau sont perdues par évaporation dans un climat désertique, par cinq barrages hydroélectriques en Éthiopie qui fournirait non seulement toute son électricité, mais aussi celle du Soudan, du Kenya, de Djibouti, de l'Égypte (? !). Mais l'Égypte semble manquer de confiance dans l'Éthiopie, qui négocie des prêts pour 11,7 milliards de dollars pour ne produire en 2010, que 4000 mégawatts (AP 09 02).

Des chercheurs américains utilisant des informations de photos satellite, ont prouvé l'existence d'un **ancien énorme lac de quelque 30 000 kilomètres carrés au Nord Darfour**. Ces eaux ont dû filtrer dans le grès et former une nappe phréatique souterraine (UPI 11 04).

Ce serait un grand espoir pour le Darfour si les janjawid issus des tribus du Nord abandonnaient les armes et les ordres de Khartoum pour profiter de ces eaux. Il est à craindre que l'Etat ne loue les terres ainsi irriguées à de grands bourgeois du Congrès National.

Un article de l'agence de presse chinoise Xinhua, destiné à montrer l'efficacité sociale de ses compatriotes au Soudan, nous apprend qu'un **Chinois a loué des terres à l'Etat soudanais** (qui les possède toutes) et emploie 20 travailleurs darfouris. Il a l'intention, quand la sécurité le permettra, de faire de même au Darfour « où les terres sont très riches ». Cela veut-il dire que l'Etat ait l'intention de louer les terres appartenant aux cultivateurs africains déplacés, à des Chinois qui emploieraient les anciens propriétaires comme ouvriers agricoles ?

Armes : Deux sociétés britanniques ne respectent pas l'embargo européen (Sunday Times)

Des **Défenseurs Land-Rover** ont été vendus au ministère de l'Intérieur soudanais qui a monté dessus des mitrailleuses les transformant en machines à tuer extrêmement mobiles.

Ils ont été vus à l'arrivée à Port-Soudan, peints en blanc (pour pouvoir les orner des signes UN ou UA ?). Un rapport des NU en a fait état l'an dernier au Darfour et ailleurs. Un témoin oculaire a dit à l'UA qu'il en avait vu un tirer sur des civils à Tawila (Darfour). Land Rover Royaume-Uni a affirmé mi-avril avoir pris des mesures pour arrêter cette vente.

Le 24 novembre, un chargement a livré des munitions à Juba. Le *Sunday Times* pense qu'elles sont livrées à l'ALPS mais destinées aux rebelles du Darfour. Le cargo était la propriété de Dallex, une société enregistrée en Angleterre, une entité mystérieuse avec des liens dans le monde entier. Son partenaire Goliaf Air a des liens avec le célèbre marchand d'armes, Victor Anatoliyevitch Bout, connu pour avoir vendu des armes en Afrique pendant la dernière décennie. Il est recherché par Interpol, se cacherait en Russie, en Syrie (22 04).

Le pétrole très acide du bassin de Melut abîme les raffineries. Les Chinois l'utilisent mélangé à d'autre pour produire leur électricité. Khartoum construit une nouvelle raffinerie destinée à ce pétrole. Quand elle fonctionnera, le prix du pétrole remontera beaucoup. En attendant, il serait à environ **20 \$/baril**. Selon « une source américaine sûre » reproduite par la presse arabe, la Chine ferait payer au Soudan son soutien dans l'affaire du Darfour en achetant le pétrole à seulement **13 \$/baril**. Selon d'autres, le prix de 13\$ serait un faux prix qui tiendrait compte d'envois d'armes non facturées, destiné à ne pas avoir trop d'argent à partager avec le Sud-Soudan.

Rolls Royce se retire peu à peu du Soudan La firme fabrique un équipement de pompage destiné aux pétroliers. La décision de retrait fut prise « à cause des soucis internationaux humanitaires croissants ». Pendant toute la période d'atrocité nettoyage ethnique dans les régions pétrolières nord du Sud-Soudan, Rolls Royce a continué à y travailler malgré les objurgations des associations de droit de l'homme. Il est vrai que les media ne s'y intéressaient pas du tout (ST 18 04).

Siemens se retire aussi du Soudan sur « des bases morales et politiques ». Des investisseurs américains avaient commencé à vendre ses actions à cause de son travail au Soudan : de plus il est sous le feu des critiques à cause de pots de vin de 200 millions d'euros (Reuter 20 01).

POLITIQUE INTERIEURE

Le Parti Unioniste Démocratique s'est fractionné en quatre depuis que son chef Osman el Mirghani s'intéresse surtout à récupérer ses biens du parti du Congrès National. Il a donc perdu toute influence. Les plus grands partis d'opposition, l'Umma, le parti communiste et le parti du Congrès Populaire de Tourabi, pensent que la solution du problème du Darfour est de réformer la gouvernance du Soudan entier. Ils sont fort mécontents de l'accord de paix du Sud, (CPA), un accord entre deux partis en guerre à l'exclusion des autres, qui enchâsse les intérêts du Parti du Congrès National et du SPLM, sans s'occuper des autres. Ce défaut est partagé par l'accord de paix de l'Est.

Ils s'inquiètent des élections libres promises en 2009, car avec la politique gouvernementale l'opposition est plus axée, dans le Soudan en général, sur des lignes tribales que sur des lignes de parti. Ils souhaitent un forum national qui précéderait la renégociation de la paix du Darfour et réuniraient les partis politiques, la société civile et les mouvements rebelles. Il n'est pas question des chefs traditionnels changés et nommés par le parti du Congrès National. Ils courtisent les mouvements rebelles MLS et MJE avec peu de succès et semblent peu capables de prendre en compte les doléances de la société soudanaise.

Pour arrêter les atrocités soudanaises, suivez l'argent

Nick Grono, John Prendregast, ICG, International Herald Tribune - Résumé

...Jusqu'à ce que des coûts significatifs lui soient imposés, Khartoum n'a pas de raison de changer de politique....Une des manières les plus efficaces est de viser ses sources de revenus illicites et de démêler le réseau caché des intérêts commerciaux de ses dirigeants. Ses intérêts se retrouvent dans trois catégories.

La première comprend des sociétés mystérieuses dirigées par des personnalités du parti du Congrès National. Ce sont souvent des sociétés privées mises au nom de loyalistes du parti. La seconde renferme une série parallèle de sociétés, dirigées par l'Agence Nationale de Sécurité, connues localement comme « sociétés de la Sécurité ». La troisième consiste en soi-disant « sociétés charitables » qui sont affiliées à des ONG islamiques, mais contrôlées par des Islamistes du régime et qui soutiennent des activités moins charitables comme la formation des Forces de Défense Populaire, une milice responsable de maintes atrocités dans la guerre du Sud-Soudan.

Ces trois séries d'intérêts commerciaux opèrent à travers le spectre entier de l'économie mais dominant dans les secteurs de la construction, du pétrole et des communications. Malgré les efforts des dirigeants du régime pour les cacher, leur existence est parfaitement connue au Soudan, comme ces sociétés se sont arrangées pour acquérir une importante partie des avoirs du pays et ont, dans le processus, produit une nouvelles sorte de nouveaux riches islamistes dont la richesse se voit

C'est l'argent de ces entités hors budget qui permet au régime d'acheter la loyauté des leaders tribaux, par leur intermédiaire, celle des milices janjawid et de payer les salaires de leur infanterie.

Viser les avoirs du parti au pouvoir, ceux de sa Sécurité et de la bienfaisance frauduleuse pourrait infliger de vrais dommages à la capacité du régime de poursuivre son nettoyage ethnique.

Les appels à la conscience de Khartoum n'auront aucun résultat. Ce qui peut le faire changer, c'est son intérêt personnel.

SUD-SOUDAN

Interview de Pagan Amun, Secrétaire Général du MLPS

Sudan Tribune; Ahmed El Zobeir
Extraits résumés

Accord de paix (CPA)

(Les dernières nouvelles rendent désuète cette partie de l'interview que nous supprimons).

Gouvernement du Sud-Soudan

Le Sud doit faire face à de nombreux problèmes, tribalisme, manque de structures, corruption, insécurité. Comment évaluez-vous les progrès ?

Pour la première fois en deux siècles, le Sud a la paix et la sécurité, sauf cas d'insécurité sporadique due aux milices soutenues par le Congrès National.

La situation est un sérieux sous-développement. En deux ans, le gouvernement du Sud-Soudan a construit plus de 200 km de routes, les cinq hôpitaux ont été restaurés et ont des médicaments. Des millions de dollars ont été dépensés. Les professions médicales reçoivent leurs salaires régulièrement, elles ont été augmentées. Quelque progrès dans l'éducation mais 80% des enfants ne vont pas en classe. Cela nous prendra plusieurs années pour y arriver. On ne peut prétendre que nous ayons les capacités d'un gouvernement qui a 500 ans d'existence.

Le Directeur régional de la Banque Mondiale dit que les ministres à Juba ne connaissent rien à l'administration.

Beaucoup d'entre eux ont dirigé les gens pendant la guerre. Si vous pouvez le faire, vous pouvez certainement les diriger pour construire une école. Il parle de compétence pour diriger et bien entendu aucun d'entre eux n'a été dans un gouvernement auparavant. C'est un stéréotype outrageant.

Beaucoup d'allégations de corruption dans le Sud?

Oui, il y a de la corruption au Soudan ; selon Transparency International, le Soudan est numéro un pour la corruption dans le monde arabe. Nous rejoignons un gouvernement malade de corruption.

(Pagan explique les différentes mesures prises, exposées dans les précédents bulletins VS).

Vous avez dit : « Le MLPS est le seul parti au Soudan qui ait la clé entre l'unité et la séparation ».

La vision MLPS d'un nouveau Soudan est le seul parti politique qui puisse créer un espace pour tous les Soudanais. Toutes les autres idéologies ont causé la guerre et le génocide, au Sud, dans les Monts Nouba ou au Darfour, la marginalisation de la majorité et la concentration du pouvoir dans les mains de quelques-uns. Le Soudan est le pays qui a le plus grand nombre de déplacés au monde : neuf déplacés sur dix sont Soudanais. Ces idéologies ont divisé les Soudanais entre arabes et non arabes, musulmans et non musulmans, nordistes et sudistes. L'idée du nouveau Soudan est d'unir tous les Soudanais ; si nous ne le faisons pas, le Soudan se désintègrera. Le MLPS affirme le droit pour les Sud-Soudanais de faire partie du Soudan ou non, de ne pas être esclaves dans leur pays.

Est-ce votre programme pour les prochaines élections ?

Oui. Quelles sont vos relations avec vos anciens partenaires de l'Alliance Nationale Démocratique ?

Nous avons de très bonnes relations. Nous sommes prêts à mettre en oeuvre notre programme avec toutes les forces politiques. Nous discutons avec tout le monde, même avec le Congrès National et le Congrès Populaire.

Le MLPS crée-t-il un Etat d'un seul parti dans le Sud ?

Non. Son gouvernement a sept partis et l'opposition deux.

Droits humains

Le gouvernement a pris des mesures sévères contre une manifestation pacifique : des fonctionnaires avaient été renvoyés à cause de leur affiliation politique.

Les Soudanais ont le droit de manifester pacifiquement et l'énorme déploiement des forces de sécurité fut une mauvaise réaction. Les gens furent très maltraités, des membres du parlement furent battus. C'est une pratique anticonstitutionnelle.

Le MLPS qui fait partie du gouvernement, a condamné le 16 avril l'arrestation de Elias Waya.

Il n'a pas été consulté. Savez-vous combien de gens sont en prison au Soudan ? Je n'en ai aucune idée. Et vous ? (Rires).

Conflit du Darfour

La Cour Pénale Internationale.

Le Soudan n'a pas ratifié le traité mais le Conseil de Sécurité a référé le Darfour à la CPI et le Soudan est membre des NU. Nous avons conseillé d'agir avec prudence. Ils ont accepté, puis changé d'avis. Le gouvernement d'Unité Nationale doit faire une priorité de la paix au Darfour. Au MLPS, nous voulons aider. Nous voulons utiliser nos relations avec tous les mouvements Darfouris et les inviter à Juba trouver le meilleur moyen de faire la paix. Nous avons formé un organisme pour le Darfour et le président du MLPS emmènera un représentant des personnes déplacées à Khartoum. Il utilisera ses bonnes relations dans la région pour travailler avec le Tchad et la RCA. Nous utiliserons notre position pour améliorer l'image du Soudan dans la communauté internationale. On me dit que le gouvernement a accepté la présence des forces NU au Darfour. Tous ces délais n'étaient pas nécessaires. Ils ont causé beaucoup de morts.

Qu'est-ce qui rendra l'unité attrayante ?

D'abord, faire du Soudan un pays pour tous les Soudanais, pas pour les seuls « awlad el balad » qui marginalisent les autres. Ensuite un partage juste du pouvoir. Quand les Sudistes vont dans un ministère, ils ont l'impression d'aller à l'étranger. Puis un partage des richesses. Que tous, au Nord, au Sud, à l'Est, à l'Ouest aient accès à leur part, même si elle est petite. Enfin, que l'unité soit volontaire.

Sécurité

Les mines anti-personnelles (IRIN)

Les armes se sont tuées mais les explosifs restent. Les responsables du déminage, l'UNMAO, la commission du Sud-Soudan pour le déminage, ont demandé aux armées l'emplacement de leurs mines, elles l'ignorent. Les habitants connaissent souvent les zones, ce qui n'est pas le cas des déplacés de retour. Jusqu'à présent, plus de 8 millions de mètres carrés ont été nettoyés, 2293 mines anti-personnelles et 1163 mines anti-char, détruites.

Le gouvernement du Sud-Soudan veut que les routes soient les premières à être déminées, ce qui n'est pas le cas de tous les civils. Beaucoup de terres agricoles et de points d'eau ne peuvent être utilisés. Au cours des cinq dernières années, 2390 accidents dus à de mines ont été rapportés. Beaucoup ne le sont pas encore. La Croix Rouge et le Croissant Rouge fournissent des prothèses destinées aux victimes, comme à celles de la poliomyélite.

Ex-milices /Bagarres à Juba

De grosses bagarres ont eu lieu autour de barges au port de Juba qui n'ont provoqué que quelques égratignures. Des dépêches d'agence incompréhensibles ont paru. Voilà le fin mot de l'histoire. Comme on sait, la milice pro-gouvernementale South Sudan Defence Force de Paolino Matiep s'est ralliée à l'ALPS. Comme nous l'avons rapporté, son intégration pose maints problèmes. En l'attendant, Salva Kiir avait fait venir à ces ex-miliciens, nourriture et uniformes par barges. Quand ils sont venus récupérer leur bien, des personnes mal identifiées s'y sont opposées, les considérant toujours comme des ennemis. De Khartoum, le bruit a été lancé que Paolino Matiep était mort (tué par qui ? dans que but ?). L'intéressé a démenti en se fâchant du bruit et appelé le Sud-Soudan au calme.

Des hommes qui appartiendraient à l'ALPS ont kidnappé un officier du groupe consultatif des milices, engagé dans le désarmement, et pillé sa maison. Les NU, l'armée soudanaise et l'ALPS (Joint military team), mènent l'enquête

1000 tués dans l'Etat des lacs en depuis deux ans dus à des combats inter tribaux.

La situation s'améliore avec le récent désarmement, l'emprisonnement de 500 personnes - dont des chefs tribaux -, accusées de cacher des armes, et l'interdiction de nomadiser hors des limites des Etats afin d'éviter le vol de bétail. Cette interdiction est appliquée aussi à Warrap, Unité, l'Equatoria centrale et Jonglei).

Salva Kiir a interdit aux soldats d'entrer armés dans les bars, restaurants et discothèques.

Armée de Résistance du Seigneur (ARS)

Les pourparlers s'étaient arrêtés en janvier dans la méfiance et les accusations de violations du cessez-le feu. L'association catholique italienne San Egidio est intervenue pour une semaine de négociations informelles sur la côte kenyane où « des progrès significatifs » ont eu lieu. Importante aussi fut l'intervention du négociateur des NU, Joaquim Chissano, ancien président du Mozambique. Une armistice de deux mois a été signée le 14 avril, dans les embrassades générales. Le chef rebelle Kony était présent ainsi que le chef négociateur ougandais. Les rebelles ont six semaines pour s'assembler à Ri-Kwangba sur la frontière de la RDC. Leur sécurité est la responsabilité du gouvernement sud-

soudanais qui déploie des hommes d'élite, munis de walkies-talkies et d'armes automatiques. Ils auraient été entraînés par l'armée américaine. Le problème principal est que les chefs de l'ARS sont inculpés par la CPI, que le gouvernement ougandais ne veut pas lui demander d'arrêter les poursuites avant une signature et que les rebelles ne veulent pas sortir de leurs caches avant l'abandon des poursuites par la CPI.

Les pourparlers ont repris avec Riek Machar comme chef médiateur et des co-médiateurs de RDC, Kenya, Afrique du Sud, Tanzanie et Zambie ainsi que de Chissano. Peu après, les rebelles abandonnaient leurs demandes d'une réforme constitutionnelle, et l'Ouganda acceptant d'admettre les rebelles dans l'armée.

Depuis, selon les NU, Kony est à Ri-Kwangba et les médiateurs doivent s'y rendre pour les pourparlers avec lui.

Projets éducatifs de l'Eglise catholique

Quand elle aura l'accord du gouvernement du Sud-Soudan, l'Eglise catholique a l'intention d'y créer un collège national de formation des enseignants, destiné à quiconque satisfait aux critères d'entrée. Ce collège pourrait se transformer en université catholique.

Etant donné les difficultés de communication au Sud-Soudan, il s'agit d'un projet d'éducation à distance, utilisant la radio, l'imprimé et le net, basé à Malakal avec un centre satellite par diocèse.

La langue d'éducation au Sud est désormais l'anglais que les enseignants actuels maîtrisent fort mal. Si possible avant fin 2007, des cours d'anglais et des cours de pédagogie auront lieu pour des gens enseignant déjà, tandis que les études pour l'instauration du collège se poursuivront. Les cursus d'anglais mèneront à un diplôme reconnu (Oxford, Cambridge ..).

Des remarques laissent à penser que l'enseignement s'étendrait aux professions de communication.

Pour l'enseignement des professions de santé, l'Eglise catholique attend que soit clarifiée notamment la propriété du Health Training Institute de Wau qui avait été construit et mis en route par notre Secrétaire général, le Père Barbier.

Ce qui empêche les Sudistes déplacés de rentrer chez eux

L'absence de sécurité, l'absence de possibilités de gagner sa vie comme à Khartoum avec des travaux non qualifiés, dans la construction pour les hommes, les ménages pour les femmes. Les enfants qui suivent des classes en arabe à Khartoum ne souhaitent pas recommencer leurs études en anglais. Certes le programme obligatoire dans tout le Nord, apprend aux enfants qu'ils sont arabes (même aux africains darfouris, nouba, béja etc.) et musulmans ce qui n'est pas le cas de la majorité des sudistes. Le Coran est cité dans **toutes** les matières.

Petites nouvelles plaisantes

La Société Saint Vincent de Paul à Khartoum, qui s'occupe beaucoup des déplacés, forme des artisans par centaines. Surprise, un jour arrivent deux anciens élèves. Ils se sont établis comme réparateurs de vélos à Juba et ont mis assez d'argent de côté afin de s'offrir le voyage à Khartoum pour acheter des pièces de rechange. Les voici devenus en peu de temps presque hommes d'affaires prospères, d'apprentis misérables qu'ils étaient. Autre visite, celle d'un entrepreneur qui, pour le Sud, a embauché 60 maçons à Saint Vincent de Paul.

S O M M A I R E

CHAOS GENERALISE AU DARFOUR	
Mise en oeuvre de la paix du Sud? Kouchner !	
<i>Bételgeuse</i>	p.1
DAR FOUR	
Cour Pénale internationale	p.3
Le Soudan peint ses avions militaires aux couleurs des NU NU	p.2
Les armes alimentent de graves violations...	
<i>Amnesty International</i>	p.4
Exactions, Humanitaires, Recherche de la paix	p.4
Politique gouvernementale	
<i>International Crisis Group</i>	p.4
Une tragédie aux multiples acteurs	p.3
Sigles darfour	p.8
AFFAIRES ETRANGERES	p.8
EX-FRONT EST	p.8
POLITIQUE INTERIEURE	p.8
SUD SOUDAN	
Interview de Pagan Amun Sudan Tribune	p.6
Sécurité	p.7
Projets éducatifs de l'Eglise catholique	p.7
Nouvelles plaisantes	p.7
Ce qui empêche les Sudistes de rentrer	p.7
DROITS DE L'HOMME	p.8
PETROLE, ECONOMIE, ARMES	p.5
Pour arrêter les atrocités soudanaises, suivez l'argent	
<i>International Crisis Group</i>	p.5

DROITS DE L'HOMME... DROITS DE L'HOMME

Au Royaume-Uni, le ministère de l'Intérieur, qui juge « Khartoum sûr » a donné l'ordre qu'un demandeur d'asile Zaghawa y soit rapatrié. Ce dernier a fait appel. Une semaine auparavant, un autre Darfourien avait été rapatrié à Khartoum et torturé dès son arrivée par les agents des services de renseignements (AP 03 04). D'autre part les associations *Aegis Trust, Waging Peace, Human Rights Watch* et *The Refugee Council* ont écrit au Ministre de l'Intérieur britannique pour se plaindre que les demandeurs d'asile darfouris étaient interviewés en privé, dans les locaux de l'administration britannique, par des membres de l'ambassade du Soudan à Londres, ce qui semble contraire à la loi sur les Droits de l'Homme. « C'est la procédure habituelle, a dit le porte-parole du ministère, de demander l'aide d'autres gouvernements pour établir la nationalité des « délinquants de l'immigration » (immigrants clandestins) qui n'ont pas de documents de voyage. Le gouvernement britannique ne donne pas d'information aux autres gouvernements sur l'histoire criminelle ou d'asile». Pour l'une des personnes concernées, c'était comme se trouver devant son assassin (13 04).

Le correspondant de la BBC au Soudan a été expulsé. Il aurait eu l'audace de prouver, un fois de plus, que les janjawid recevaient le soutien du gouvernement soudanais ! (ST 12 04).

Selon *Amnesty International* (23 mai 2007), des douzaines de sentences de mort furent prononcées au Soudan, sans égard pour les droits de la défense. Dans la majorité des procès, les aveux faits sous la contrainte sont toujours considérés comme des preuves.

Une mine anti-personnelle a tué neuf soldats et en a blessé onze à la frontière éthiopienne. Il s'agirait de mines posées par des « bandits éthiopiens visant les civils et la sécurité de la région » (AFP 14 04).

Bonne nouvelle pour la liberté de culte à Khartoum ; les chrétiens ont pu avoir une procession dans les rues de Khartoum le dimanche des Rameaux, (Fides 03 04) ce qui n'avait pas eu lieu depuis l'institution de la charia par Nimeiri en 1984.

Le gouvernement du Sud-Soudan se propose de faire une loi établissant une Autorité de Diffusion pour la liberté de la presse et demande au syndicat des journalistes d'y participer (Khartoum Monitor 06 04).

Santé

Le fonds Global pour Combattre le Sida a donné 28,5 millions de dollars au Sud-Soudan, ce qui va permettre d'établir une politique avec un système de coordination, un cadre stratégique et un système d'évaluation et de surveillance. L'absence de sécurité risque de rendre son travail difficile (Plusnews 12 04).

AFFAIRES ETRANGERES

Comme nous l'annoncions au conditionnel, les **Etats-Unis** construisent bien une nouvelle immense ambassade à Khartoum qui abritera les grandes oreilles de la CIA. Dotée d'un matériel sophistiqué, elle surveillera toute l'Afrique de l'Est. Désormais les Américains sont très nombreux à Khartoum. On se demandait, dans ces conditions, si les sanctions dont les Etats-Unis menaçaient le Soudan n'étaient pas du vent.

Elles sont là. Les Américains sont interdits de transaction avec 31 sociétés soudanaises qui appartiendraient au gouvernement, dont GIAD, une société d'armement où travaille aussi Renault. Ils imposent des sanctions à deux hauts responsables, Awad ibn Awad, chef du renseignement et de la sécurité, à Haroun, inculpé par la CPI, et à Khalil Ibrahim, chef du MJE, pour avoir négocié lors de l'accord d'Abuja, sur le gouvernement soudanais et non sur le Darfour à Abuja. Ils lui reprochent en fait d'être islamiste et craignent qu'il ne soit terroriste.

Des politiques comme François Bayrou, puis l'opinion publique avec des célébrités telle Mia Farrow, ont parlé de boycotter les Jeux Olympiques de Pékin, à cause de son soutien au Conseil de Sécurité des NU à la politique soudanaise au Darfour. C'est la Chine qui exige l'accord de Khartoum pour envoyer des troupes onusiennes au Darfour. C'est naturellement dû à l'importation chinoise de pétrole soudanais. Le rapport d'*Amnesty International* (voir plus haut) sur l'importation d'armes chinoises utilisées dans les exactions au Darfour, ajouta à l'indignation de l'opinion internationale, qui commença à appeler les Jeux, les *Olympiades du génocide*. Sans ces menaces, les Etats-Unis, les parlementaires américains, l'Union Européenne et autres, firent également pression. A côté de nobles paroles sur la beauté des jeux et l'important rôle chinois dans la paix, des propos selon lesquels ces objectifs ne seraient jamais atteints, Pékin nomma un Représentant Spécial Afrique, Liu Guijin, un diplomate chevronné, qui se rendit au Soudan plaider fermement en faveur de l'acceptation, par Khartoum, de la force hybride UN/UA. Ce à quoi Khartoum répondit par des signaux divergents. La Chine a également donné deux millions d'euros d'aide pour les déplacés. (le gouvernement les utilisera ou non dans ce but), et promis la participation à la force onusienne d'une unité de 275 ingénieurs pour la seconde phase de la mission onusienne et la construction au Darfour de 120 écoles.

EX-FRONT EST

Conformément à l'accord de paix avec le Front Est, trois postes lui ont été donnés. Le Président, Moussa Mohammed est assistant de Béchir, la vice-présidente, Amna Dirar, sa conseillère, et Mabrouk Moubarak, secrétaire d'Etat au Transport.

Sigles darfour

DPA : Accord de paix avec Minni Minawi en mai 2006

Rebelles :

A/MLS : Mouvement/Armée de Libération du Soudan

MJE : Mouvement pour la Justice et l'Egalité

NRF : Front de Rédemption Nationale